



Ça donne le goût de changer de supermarché.^{MD}

Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2009 – Les Compagnies Loblaw limitée
12 semaines terminées le 28 mars 2009



LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE ANNONCE LES RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2009

Sommaire des résultats du premier trimestre de 2009¹⁾

- Bénéfice net de base par action ordinaire de 0,40 \$, en hausse de 73,9 %
- Marge du BAIIA²⁾ de 5,3 %
- Chiffre d'affaires de 6 718 millions de dollars, en hausse de 2,9 %
- Croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables de 2,1 %

Pour les périodes terminées le 28 mars 2009 et le 22 mars 2008 (non vérifié) (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité ³⁾)	Variation en dollars	Variation en pourcentage
Chiffre d'affaires	6 718 \$	6 527 \$	191	2,9 %
Bénéfice brut	1 614	1 490	124	8,3 %
Bénéfice d'exploitation	226	156	70	44,9 %
Bénéfice net	109	63	46	73,0 %
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,40	0,23	0,17	73,9 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables (en pourcentage)	2,1 %	2,8 %		
Marge d'exploitation	3,4 %	2,4 %		
BAIIA ²⁾	358 \$	286 \$	72	25,2 %
Marge du BAIIA ²⁾	5,3 %	4,4 %		

- La société demeure sur la bonne voie et reste centrée sur son offre de produits alimentaires, la rénovation de ses magasins, le lancement de produits novateurs, l'amélioration de ses infrastructures et de la valeur offerte aux clients.
- Au premier trimestre de 2009, la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables :
 - a été influencée négativement à raison d'environ 0,8 % par le changement de date de la fête de Pâques, qui a eu lieu au deuxième trimestre de 2009;
 - a subi des répercussions négatives d'environ 0,7 % attribuables à une grève dans certains magasins *Maxi* du Québec;
 - a bénéficié d'une incidence positive d'environ 0,4 % du fait que le jour de l'An a été inclus dans le quatrième trimestre de 2008 et qu'un jour ouvrable supplémentaire en a découlé au premier trimestre de 2009.
- La croissance du chiffre d'affaires du trimestre a été amoindrie de 0,5 % par la vente des services alimentaires de la société au cours du quatrième trimestre de 2008.

1) Le présent rapport renferme des énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs », à la page 3 du présent rapport pour prendre connaissance des facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient sensiblement différents des conclusions, prévisions et projections figurant dans les présentes. Le rapport doit être lu parallèlement aux documents de Les Compagnies Loblaw limitée déposés périodiquement auprès des autorités en valeurs mobilières, lesquels se trouvent sur les sites www.sedar.com et www.loblaw.ca.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » à la page 13 du présent rapport.

3) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés à la page 20 du présent rapport.

- Au premier trimestre de 2009,
 - la croissance du chiffre d'affaires des produits alimentaires et des produits de pharmacie a été solide;
 - la croissance des ventes de vêtements a été modérée, alors que les ventes d'articles de marchandise générale ont baissé considérablement;
 - le repli du prix de l'essence a entraîné un recul du chiffre d'affaires des postes d'essence, malgré une croissance modérée des volumes vendus;
 - l'inflation interne du prix de détail des aliments a été inférieure à l'inflation du prix des aliments calculée selon l'« indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin », ainsi qu'à celle du quatrième trimestre de 2008. Au premier trimestre de 2008, la société avait subi une déflation interne du prix de détail des aliments.
- Le bénéfice brut en pourcentage du chiffre d'affaires s'est élevé à 24,0 %, en hausse de 120 points de base. La progression est attribuable au fait que la société s'est efforcée de comprimer les coûts, notamment en prenant des initiatives pour réduire les pertes, en réalisant des synergies en matière d'achats et en assurant une gestion plus stricte des fournisseurs. La composition du chiffre d'affaires, la réussite des campagnes de promotion et l'inflation ont également contribué à la progression.
- Le bénéfice d'exploitation du premier trimestre de 2009 a été influencé par les charges liées à la rémunération à base d'actions, compte tenu des contrats à terme de capitaux propres, de 19 millions de dollars en 2009, par rapport à 25 millions de dollars en 2008. L'effet sur le bénéfice net de base par action ordinaire a correspondu à une charge de 0,07 \$ (0,10 \$ en 2008).
- La société a engagé un coût supplémentaire de 23 millions de dollars en 2009 à l'égard de son investissement dans la technologie de l'information et le réseau d'approvisionnement, ce qui est venu réduire de 0,05 \$ le bénéfice net de base par action ordinaire.
- Le bénéfice d'exploitation et la marge d'exploitation ont profité de l'accroissement du bénéfice brut et de la diminution du coût de rémunération à base d'actions, compensés en partie par un investissement supplémentaire dans la technologie de l'information et le réseau d'approvisionnement.
- Le BAIIA¹⁾ a augmenté pour le trimestre en raison de l'accroissement du chiffre d'affaires, de la progression du bénéfice brut et de la diminution du coût de rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'investissement supplémentaire dans la technologie de l'information et le réseau d'approvisionnement.

Commentant les résultats de la société, Galen G. Weston, président du Conseil, Les Compagnies Loblaw limitée, a déclaré : « Comme ceux du reste de l'industrie de l'alimentation au détail, nos résultats ont bénéficié de l'inflation des prix des produits alimentaires. Nous continuons de mettre l'accent sur la constance au niveau de l'exécution et de la mise en œuvre de notre stratégie, tout en entreprenant d'audacieux programmes d'infrastructure et de rénovation des magasins. Nous demeurons prudents et prêts à affronter les défis que nous réserve l'année 2009, étant donné que l'inflation pourrait ralentir et que la situation économique demeure instable. »

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » à la page 13 du présent rapport.

Table des matières

1	Sommaire des résultats du premier trimestre de 2009	16	États consolidés du résultat étendu
3	Énoncés prospectifs	17	Bilans consolidés
5	Rapport de gestion	18	États consolidés des flux de trésorerie
15	États consolidés des résultats	19	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés
16	États consolidés de la variation des capitaux propres		

Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de Loblaw contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la société en ce qui concerne les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, la liquidité, les obligations, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, le rendement, les perspectives et les occasions d'affaires. Ces énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « croire », « pouvoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres expressions semblables ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, lorsqu'ils se rapportent à la société ou à sa direction. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des faits historiques, mais reflètent plutôt les attentes actuelles de la société quant aux résultats et aux événements futurs.

Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes en conséquence desquels les résultats ou les événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles, notamment la possibilité que les plans et les objectifs de la société ne soient pas réalisés. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les changements dans la conjoncture économique, dont le taux d'inflation; les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs; une intensification de la concurrence résultant des concurrents actuels ou de l'arrivée de nouveaux concurrents; des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents; le rendement des franchisés en deçà des attentes; les risques associés aux conditions du programme financier offert aux franchisés de la société; l'impossibilité de réaliser une croissance du chiffre d'affaires ainsi que les économies et l'efficacité opérationnelle prévues résultant des initiatives importantes de la société, notamment les investissements de la société dans les systèmes informatiques, le réseau d'approvisionnement et d'autres mesures de simplification et de réduction des coûts; l'augmentation des coûts liés aux services publics et, notamment, à l'électricité et au carburant; l'incapacité de l'infrastructure informatique de la société à soutenir les besoins de cette dernière; l'incapacité de la société à gérer les stocks de manière à atténuer l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et à contrôler les pertes; l'incapacité à mener à terme les initiatives importantes de la société de façon réussie et en temps opportun, notamment la mise en œuvre de stratégies et le lancement de produits novateurs et reformulés; les résultats imprévus associés à la mise en œuvre d'initiatives stratégiques, y compris le coût de rémunération; l'incapacité du réseau d'approvisionnement à répondre aux besoins des magasins de la société; la détérioration des relations de la société avec les membres de son personnel, particulièrement au cours des périodes de changement; l'incapacité d'atteindre les résultats désirés au cours des négociations collectives, y compris les modalités de futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail; les modifications des exigences réglementaires qui concernent les activités de la société; l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements dans l'utilisation des estimations comptables de la société, notamment en ce qui a trait à l'évaluation des stocks; les fluctuations du bénéfice de la société par suite de la variation de la valeur de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres relatifs à ses actions ordinaires; les changements dans les passifs d'impôts de la société, résultant des modifications des lois fiscales ou des cotisations futures; une dépendance envers les fournisseurs indépendants qui nuirait à la société; les événements touchant la santé publique; l'incapacité de la société à obtenir du financement externe; les variations des taux de change et taux d'intérêt; l'incapacité de la société à recouvrer ses créances sur cartes de crédit; toutes cotisations que la société pourrait être tenue de verser à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation en sus des cotisations qu'elle envisage de verser à l'heure actuelle; l'incapacité de la société à attirer et à retenir des dirigeants clés; et les questions de contrôle de la qualité avec les fournisseurs. Ces risques ainsi que d'autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, de temps à autre, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, notamment dans la rubrique « Risques et gestion des risques » du rapport de gestion figurant dans le rapport annuel 2008 – revue financière de la société. Ces énoncés prospectifs reflètent les hypothèses actuelles de la direction à l'égard de ces risques et incertitudes et de leur incidence respective sur la société.

En outre, d'autres risques et incertitudes actuellement inconnus de la société ou que cette dernière juge négligeables à l'heure actuelle pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux prévus dans ces énoncés prospectifs. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, lesquels reflètent les attentes de la société uniquement en date du rapport de gestion du présent rapport trimestriel. La société décline toute obligation ou intention de mettre à jour ou de revoir ces énoncés prospectifs à la lumière de nouvelles informations ou à la suite d'événements ultérieurs, ou bien pour tout autre motif, sauf dans la mesure prévue par la loi.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de 2009 et les notes y afférentes qui figurent aux pages 19 à 26 du présent rapport trimestriel et avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 3 janvier 2009 ainsi que le rapport de gestion annuel figurant dans le rapport annuel 2008 – revue financière de la société. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de 2009 de la société et les notes y afférentes ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et sont établis en dollars canadiens. Ces états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée, ceux de ses filiales et ceux des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») que la société est tenue de consolider conformément à la Note d'orientation concernant la comptabilité 15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities) » (la « NOC-15 »). Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 83 du rapport annuel 2008 – revue financière de la société. En outre, le présent rapport trimestriel comprend les termes suivants : « rendement de l'actif net sur une base annuelle¹⁾ », qui est défini comme le bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres, divisé par l'actif net moyen¹⁾, et « rendement des capitaux propres sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice net cumulatif attribuable aux actionnaires ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion prennent en compte l'information à jour jusqu'au 4 mai 2009, sauf indication contraire.

Résultats d'exploitation

La société a poursuivi avec succès ses activités de redressement au premier trimestre de 2009. Elle demeure sur la bonne voie et reste centrée sur son offre de produits alimentaires, la rénovation de ses magasins, le lancement de produits novateurs, l'amélioration de ses infrastructures et de la valeur offerte aux clients.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires a augmenté de 2,9 %, passant de 6 527 millions de dollars au premier trimestre de 2008 à 6 718 millions de dollars au premier trimestre de 2009.

Les éléments ci-dessous constituent les principaux facteurs de la variation du chiffre d'affaires entre le premier trimestre de 2009 et la période correspondante en 2008.

- La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables s'est établie à 2,1 %;
- Le fait que la fête de Pâques ait eu lieu au cours du deuxième trimestre de 2009 est venu réduire la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables pour le trimestre dans une mesure d'environ 0,8 %.
- L'ajout d'un jour ouvrable à la première semaine de 2009 du fait que le jour de l'An a été inclus dans le quatrième trimestre de 2008 a entraîné une augmentation du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables d'environ 0,4 %;
- La croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables a subi des répercussions négatives de 0,7 % attribuables à une grève dans certains magasins *Maxi* du Québec. Ces magasins ont repris leurs activités pendant le trimestre, à l'exception de deux qui ont fermé leurs portes de façon permanente;
- La croissance du chiffre d'affaires a été amoindrie de 0,5 % par la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008;
- La croissance du chiffre d'affaires des produits alimentaires et des produits de pharmacie a été solide;
- La croissance des ventes de vêtements a été modérée, alors que les ventes d'articles de marchandise générale ont baissé considérablement par suite de la diminution des dépenses de consommation discrétionnaires, du changement de date de la fête de Pâques et de la réduction de la sélection de produits et de la superficie consacrée à ces articles;
- Le repli du prix de l'essence a entraîné un recul du chiffre d'affaires des postes d'essence, malgré une croissance modérée des volumes vendus;
- L'inflation interne du prix de détail des aliments a été inférieure à l'inflation du prix des aliments de 9,0 % au Canada calculée selon l'« indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin » (l'« IPC »), ainsi qu'à celle du quatrième trimestre de 2008. Au premier trimestre de 2008, la société avait subi une déflation interne du prix de détail des aliments. L'IPC ne tient pas forcément compte de l'incidence de l'inflation sur la composition précise des produits vendus dans les magasins Loblaw;

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » à la page 13 du présent rapport.

- Au cours du premier trimestre de 2009, la superficie nette de vente au détail est restée à peu près la même malgré l'ouverture de trois nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés et la fermeture de huit tels magasins. Au cours des quatre derniers trimestres, 34 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont été ouverts, y compris les magasins qui ont été convertis ou qui ont fait l'objet d'expansions majeures, et 40 tels magasins ont été fermés, pour une progression nette de 0,1 million de pieds carrés ou de 0,3 % de la superficie.

Bénéfice brut Le bénéfice brut est passé de 1 490 millions de dollars en 2008 à 1 614 millions de dollars pour le premier trimestre de 2009, soit une hausse de 124 millions de dollars. Le bénéfice brut en pourcentage du chiffre d'affaires s'est établi à 24,0 % au premier trimestre de 2009, par rapport à 22,8 % en 2008. L'augmentation du bénéfice brut et du bénéfice brut en pourcentage du chiffre d'affaires est attribuable au fait que la société s'est efforcée de comprimer les coûts, notamment en prenant des initiatives pour réduire les pertes, en réalisant des synergies en matière d'achats et en assurant une gestion plus stricte des fournisseurs. La composition du chiffre d'affaires, la réussite des campagnes de promotion et l'inflation ont également contribué à la progression.

Bénéfice d'exploitation Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 226 millions de dollars au premier trimestre de 2009, contre 156 millions de dollars pour la période correspondante de 2008, soit une hausse de 44,9 %. La marge d'exploitation pour le premier trimestre de 2009 s'est établie à 3,4 %, contre 2,4 % pour le trimestre correspondant de 2008. La progression du bénéfice brut a été compensée en partie par les coûts de 23 millions de dollars liés à l'investissement supplémentaire de la société dans la technologie de l'information et le réseau d'approvisionnement. Le bénéfice d'exploitation du premier trimestre de 2009 a été réduit des charges de 19 millions de dollars (25 millions de dollars en 2008) liées à la rémunération à base d'actions, déduction faite des contrats à terme de capitaux propres, comme il est expliqué à la note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. La charge hors trésorerie sur les contrats à terme de capitaux propres découle d'une diminution du cours boursier de la société au premier trimestre de 2009.

Les coûts de la main-d'œuvre en magasin ont augmenté légèrement au premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008 en raison de la hausse des salaires et des investissements continus dans les services.

Au premier trimestre de 2009, le BAIIA¹⁾ a augmenté de 72 millions de dollars, soit 25,2 %, pour se chiffrer à 358 millions de dollars, alors qu'il était de 286 millions de dollars au premier trimestre de 2008. La marge du BAIIA¹⁾ est passée de 4,4 % au premier trimestre de 2008 à 5,3 % pour le premier trimestre de 2009. Le BAIIA¹⁾ et la marge du BAIIA¹⁾ ont augmenté en raison de l'accroissement du chiffre d'affaires, de la progression du bénéfice brut et de la diminution du coût de rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par un investissement supplémentaire dans la technologie de l'information et le réseau d'approvisionnement.

Intérêts débiteurs et autres frais de financement Les intérêts débiteurs et autres frais de financement se sont élevés à 61 millions de dollars au premier trimestre de 2009, comparativement à 58 millions de dollars pour la même période en 2008. Les facteurs qui suivent ont touché les intérêts débiteurs et autres frais de financement :

- des intérêts sur la dette à long terme de 63 millions de dollars (66 millions de dollars en 2008);
- des intérêts débiteurs sur les instruments financiers dérivés, compte tenu de l'incidence des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats à terme de capitaux propres de la société, de 1 million de dollars (intérêts créditeurs de 1 million de dollars en 2008);
- des intérêts débiteurs nets à court terme de néant (1 million de dollars en 2008);
- des intérêts créditeurs de 1 million de dollars sur les dépôts de garantie (3 millions de dollars en 2008);
- des dividendes sur les titres de participation de 3 millions de dollars (néant en 2008);
- des intérêts débiteurs de 5 millions de dollars (5 millions de dollars en 2008) capitalisés dans les immobilisations.

Impôts sur le bénéfice Au premier trimestre de 2009, le taux d'imposition effectif a augmenté pour s'établir à 37,0 %, comparativement à 36,7 % au premier trimestre de 2008, en raison essentiellement d'une variation dans la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires où le taux d'imposition est différent et de l'incidence fiscale d'autres montants non déductibles et non imposables. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la charge d'impôts pour l'exercice relativement à certaines questions fiscales se rapportant à l'exercice précédent.

Rapport de gestion

Bénéfice net Au premier trimestre de 2009, le bénéfice net a augmenté de 46 millions de dollars, soit 73,0 %, pour atteindre 109 millions de dollars, alors qu'il était de 63 millions de dollars pour le premier trimestre de 2008. Pour le premier trimestre de 2009, le bénéfice net de base par action ordinaire s'est élevé à 0,40 \$, contre 0,23 \$ pour la période correspondante de 2008, soit une augmentation de 0,17 \$ ou 73,9 %.

Au premier trimestre de 2009, le bénéfice net de base par action ordinaire a été réduit d'une charge de 0,07 \$ (0,10 \$ en 2008) par action ordinaire attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes, comme il est expliqué à la note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Situation financière

Ratios financiers Le ratio de la dette nette¹⁾ de la société sur les capitaux propres est demeuré conforme aux lignes directrices internes de la société, qui l'établissent à moins de 1:1. À la fin du premier trimestre de 2009, le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres était de 0,59:1, comparativement à 0,74:1 à la fin du premier trimestre de 2008 et à 0,55:1 à la fin de l'exercice 2008. Les capitaux propres aux fins du calcul du ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres sont définis par la société comme étant les titres de participation et les capitaux propres. L'augmentation du ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres à la fin du premier trimestre de 2009 par rapport à celui à la fin de l'exercice 2008 est attribuable à la hausse de la dette à court terme nécessaire pour financer le fonds de roulement. Le ratio de couverture des intérêts représente un ratio de 3,4 fois pour le premier trimestre de 2009, comparativement à 2,5 fois en 2008.

À la fin du premier trimestre de 2009, le rendement de l'actif net sur une base annuelle¹⁾ avait augmenté, s'établissant à 11,0 %, comparativement à 7,5 % à la fin de la période correspondante de 2008 et à 10,7 % à la fin de l'exercice 2008. Le rendement des capitaux propres sur une base annuelle à la fin du premier trimestre de 2009 est passé à 10,5 %, alors qu'il était de 6,3 % à la fin du premier trimestre de 2008 et de 9,7 % à la fin de l'exercice 2008. Les ratios du premier trimestre de 2009 ont bénéficié de l'augmentation du bénéfice d'exploitation cumulé au cours des quatre derniers trimestres.

Dividendes Le Conseil d'administration de la société a déclaré un dividende de 0,21 \$ par action ordinaire qui devrait être versé le 1^{er} avril 2009 et un dividende de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, dont le paiement est prévu pour le 30 avril 2009. Après la fin du trimestre, le Conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,21 \$ par action ordinaire devant être versé le 1^{er} juillet 2009 et un dividende trimestriel de 0,37 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série A, payable le 31 juillet 2009.

Capital-actions en circulation Le capital-actions en circulation de la société est composé d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé, et il y avait 274 173 564 actions ordinaires en circulation à la fin du trimestre. De plus, 12 millions d'actions privilégiées de deuxième rang, série A, sont autorisées et 9 millions d'entre elles étaient en circulation à la fin du premier trimestre de 2009. Les actions privilégiées sont classées comme des titres de participation et inscrites dans le passif. D'autres informations sur le capital-actions en circulation de la société figurent à la note 13 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Situation de trésorerie et sources de financement

Sorties nettes liées aux activités d'exploitation Au premier trimestre de 2009, les sorties nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 356 millions de dollars par rapport à 327 millions de dollars pour la période correspondante de 2008. L'augmentation des sorties nettes liées aux activités d'exploitation au premier trimestre est principalement imputable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement par suite de la fluctuation des crédettes et charges à payer. Cette variation a été compensée en partie par une augmentation du bénéfice d'exploitation.

Sorties (retrées) nettes liées aux activités d'investissement Au premier trimestre, les sorties nettes liées aux activités d'investissement ont atteint 30 millions de dollars, comparativement à des rentrées nettes de 106 millions de dollars en 2008. La raison principale de ce changement est la variation des placements à court terme et l'augmentation des rentrées nettes liées aux créances sur cartes de crédit après titrisation. Au premier trimestre, les dépenses en immobilisations se sont élevées à 123 millions de dollars (113 millions de dollars en 2008). La société estime que les dépenses en immobilisations s'établiront à environ 750 millions de dollars en 2009.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » à la page 13 du présent rapport.

Rentrées nettes liées aux activités de financement Au premier trimestre de 2009, les rentrées nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 282 millions de dollars comparativement à 346 millions de dollars en 2008. La variation est principalement attribuable au remboursement du billet à moyen terme, à 5,75 %, de 125 millions de dollars de la société, remboursement contrebalancé en partie par la diminution des paiements de dividendes en raison du moment du versement des dividendes sur les actions ordinaires. Au cours du premier trimestre de 2009, la dette à court terme a augmenté de 384 millions de dollars, surtout pour financer les besoins du fonds de roulement et rembourser le billet à moyen terme de 125 millions de dollars.

Dette nette¹⁾ Au cours du premier trimestre de 2009, la société a modifié sa définition de la dette nette¹⁾ de manière à ce que celle-ci comprenne la juste valeur des actifs et des passifs dérivés financiers, étant donné que la société est d'avis que cette mesure devrait rendre compte de tous les arrangements financiers portant intérêt.

La dette nette¹⁾ se chiffrait à 3 586 millions de dollars à la fin du premier trimestre de 2009, comparativement à 4 063 millions de dollars à la fin du premier trimestre de 2008. L'augmentation de 477 millions de dollars a découlé en partie de l'émission de 218 millions de dollars de titres de participation au cours du troisième trimestre de 2008, dont le produit a été affecté au remboursement d'une partie de la dette à court terme de la société. Au cours du premier trimestre de 2009, la dette nette¹⁾ a augmenté de 293 millions de dollars, en raison surtout de la hausse de la dette à court terme nécessaire pour financer le fonds de roulement. La dette nette¹⁾ avait augmenté de 494 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2008.

Sources de financement

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs liés à l'exploitation et les montants disponibles que la société peut prélever sur sa facilité de crédit, tous ces éléments devraient permettre à la société de financer son programme de dépenses en immobilisations ainsi que les besoins courants liés à ses activités, y compris le fonds de roulement et la capitalisation des régimes de retraite, au cours des 12 prochains mois. Étant donné qu'elle peut accéder raisonnablement facilement aux marchés financiers, la société ne prévoit pas éprouver de difficultés à obtenir le financement nécessaire pour s'acquitter de ses obligations à long terme.

De temps à autre, la Banque *PC*, filiale en propriété exclusive de la société, titrise des créances sur cartes de crédit, par la cession d'une partie des droits sur ces créances à des fiducies indépendantes. Le recours des fiducies indépendantes à l'égard des actifs de la Banque *PC* se limite aux droits conservés de la Banque *PC* et est aussi appuyé par la société au moyen d'une lettre de garantie (116 millions de dollars en 2009; 89 millions de dollars en 2008) sur une tranche du montant titrisé. Une tranche des créances titrisées est détenue par une fiducie indépendante et a une durée de 364 jours, sous réserve d'un renouvellement annuel. Si la facilité n'est pas renouvelée, les recouvrements doivent être cumulés jusqu'à l'échéance et le montant de cette tranche des créances titrisées, remboursé à la fiducie. Si la société ne titrisait pas ses créances, elle devrait obtenir du financement en émettant des titres d'emprunt ou des instruments de capitaux propres additionnels. Au cours du premier trimestre de 2009, l'une de ces fiducies indépendantes a déposé un prospectus préalable de base qui lui permet d'émettre jusqu'à 1,5 milliard de dollars de billets sur une période de 25 mois. Les émissions de billets ont lieu sous réserve de la disponibilité des marchés du crédit.

La plupart du temps, la société satisfait à ses besoins de financement à long terme principalement par l'entremise de son programme de billets à moyen terme. La société peut refinancer sa dette à long terme qui arrive à échéance par l'émission de billets à moyen terme si les conditions du marché le permettent, ou elle peut envisager d'autres solutions.

Le tableau ci-dessous présente les cotes de solvabilité actuelles de la société.

Cotes de solvabilité (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Cote de solvabilité	Tendance	Cote de solvabilité	Perspective
Papier commercial	R-2 (moyenne)	Stable	A-2	Négative
Billets à moyen terme	BBB	Négative	BBB	Négative
Actions privilégiées	Pfd-3	Négative	P-3 (élevée)	
Autres billets et débetures	BBB	Négative	BBB	Négative

1) Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » à la page 13 du présent rapport.

Rapport de gestion

Les agences de cotation de crédit susmentionnées établissent leurs cotes de solvabilité en se fondant sur des facteurs quantitatifs et qualitatifs. Ces cotes sont prospectives et donnent une indication du risque que la société ne puisse pas remplir ses obligations à temps.

La capacité de la société d'obtenir du financement de sources externes pourrait être restreinte davantage par la dépréciation de ses cotes de solvabilité, advenant une détérioration du rendement et de la situation financière de la société. En outre, les marchés du crédit et des capitaux sont assujettis à des risques mondiaux intrinsèques qui pourraient avoir une incidence défavorable sur la capacité de la société à financer ses obligations à court et à long terme au titre de la dette. La société atténue ces risques en maintenant des niveaux appropriés de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements à court terme et de dépôts de garantie, en surveillant activement les conditions du marché et en diversifiant les sources de financement et les échéances.

Après la fin du premier trimestre de 2009, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter à la Bourse de Toronto jusqu'à 13 708 678 de ses actions ordinaires, ou de conclure des contrats de dérivés de capitaux propres à cette fin, ce qui représente environ 5 % de la totalité des actions ordinaires en circulation. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, Loblaw doit racheter ses actions au cours du marché en vigueur. La société n'a pas racheté d'actions aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours du premier trimestre de 2009.

Fiducies de financement indépendantes

Certains franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par l'entremise d'une structure regroupant des fiducies indépendantes, mise sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations, principalement du matériel et des équipements. Une grande banque à charte canadienne gère ces fiducies.

Le montant brut en capital des prêts octroyés aux franchisés indépendants de la société par les fiducies indépendantes à la clôture du premier trimestre de 2009 était de 383 millions de dollars (402 millions de dollars en 2008), ce qui comprend des prêts exigibles de 153 millions de dollars des EDDV consolidées par la société (165 millions de dollars en 2008). La société a accepté de rehausser le crédit sous forme d'une lettre de garantie en faveur de la fiducie de financement indépendante pour environ 15 % (10 % en 2008) de l'encours des prêts, quel que soit le moment. À la fin du premier trimestre de 2009, un montant de 66 millions de dollars (44 millions de dollars en 2008) était disponible sous forme de lettre de garantie. Aucun montant n'a jamais été tiré sur cette lettre de garantie.

La société a renouvelé la facilité de crédit engagée de 475 millions de dollars et d'une durée de 364 jours pour le financement des fiducies indépendantes après la fin du premier trimestre de 2009. La nouvelle structure de financement devra être examinée plus en détail pour qu'en soit mesurée l'incidence sur la consolidation des EDDV.

Contrats à terme de capitaux propres

À la fin du trimestre, la société détenait des contrats à terme de capitaux propres visant l'achat de 4,8 millions d'actions ordinaires (4,8 millions d'actions en 2008) à un prix à terme moyen cumulé de 54,73 \$ (53,73 \$ en 2008), y compris des intérêts débiteurs de 9,86 \$ par action ordinaire (8,86 \$ en 2008), déduction faite des dividendes. À la fin du premier trimestre de 2009, les intérêts cumulés et la perte de marché non réalisée de 113 millions de dollars (119 millions de dollars en 2008) étaient portés aux créditeurs et charges à payer. Après la fin du trimestre, la société et la contrepartie ont convenu de résilier une partie des contrats à terme de capitaux propres représentant 1,6 million d'actions, ce qui entraînera l'extinction d'une partie du passif. D'après le cours des actions de la société à la fin du trimestre, la société devrait être tenue de payer environ 41 millions de dollars.

Cotisations aux avantages sociaux futurs

Au cours du premier trimestre de 2009, la société a versé des cotisations totalisant 21 millions de dollars (13 millions de dollars en 2008) à ses régimes de retraite agréés à prestations déterminées par capitalisation. Elle s'attend à y verser un montant de 100 millions de dollars en 2009. Cette estimation est appelée à être révisée une fois que les évaluations actuarielles auront été effectuées ainsi qu'en fonction des rendements réels du marché et des obligations au titre de la réglementation. La société surveille de près et évalue l'évolution des régimes ainsi que l'incidence des données démographiques des participants, de la fluctuation des marchés de capitaux et d'autres facteurs économiques pouvant influencer sur les besoins en matière de capitalisation, les coûts des avantages sociaux futurs des employés et les hypothèses actuarielles.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le cycle de présentation de 52 semaines adopté par la société est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines. Tous les cinq ans, le quatrième trimestre compte 13 semaines, ce qui a eu lieu au cours de l'exercice 2008 et se produira de nouveau en 2013. Le tableau qui suit résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société, pour chacun des huit derniers trimestres.

Sommaire des résultats trimestriels (non vérifié)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre		Deuxième trimestre	
	2009 (12 semaines) (12 semaines – retraité ¹⁾)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)	2008 (13 semaines – retraité ¹⁾)	2007 (12 semaines – retraité ¹⁾)	2008 (16 semaines – retraité ¹⁾)	2007 (16 semaines – retraité ¹⁾)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)	2007 (12 semaines – retraité ¹⁾)
Chiffre d'affaires	6 718 \$	6 527 \$	7 745 \$	6 967 \$	9 493 \$	9 137 \$	7 037 \$	6 933 \$
Bénéfice net	109 \$	63 \$	190 \$	43 \$	157 \$	117 \$	140 \$	120 \$
Bénéfice net par action ordinaire								
De base et dilué (en dollars)	0,40 \$	0,23 \$	0,69 \$	0,16 \$	0,57 \$	0,43 \$	0,51 \$	0,44 \$

Le chiffre d'affaires a augmenté au cours du premier trimestre de 2009 comparativement à celui de 2008. La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables pendant le premier trimestre de 2009 a progressé de 2,1 %. La croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables au premier trimestre de 2009 :

- a été influencée négativement à raison d'environ 0,8 % par le changement de date de la fête de Pâques, qui a entraîné l'inscription au deuxième trimestre de 2009 d'une tranche du chiffre d'affaires dont l'équivalent, en 2008, avait été comptabilisé au premier trimestre;
- a subi des répercussions négatives d'environ 0,7 % attribuables à une grève dans certains magasins *Maxi* du Québec;
- a bénéficié d'une incidence positive d'environ 0,4 % découlant du fait que le jour de l'An a été inclus dans le quatrième trimestre de 2008 et qu'un jour ouvrable supplémentaire en a découlé au premier trimestre de 2009.

La croissance du chiffre d'affaires au cours du premier trimestre de 2009 a été affectée de façon négative à raison de 0,5 % par la vente des services alimentaires de la société au quatrième trimestre de 2008. Le chiffre d'affaires a augmenté au cours de chaque trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables. La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables s'est élevée respectivement à 0,7 %, 3,0 % et 10,6 % pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2008. La semaine de vente supplémentaire au quatrième trimestre de 2008 a contribué à la croissance du chiffre d'affaires et du chiffre d'affaires des magasins comparables dans une mesure de 7,9 %.

Les fluctuations du bénéfice net trimestriel tiennent compte des activités sous-jacentes de la société et reflètent l'incidence d'un certain nombre de charges spécifiques, notamment les frais de restructuration et autres charges, l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes et des coûts liés à l'investissement supplémentaire dans la technologie de l'information et le réseau d'approvisionnement. Le bénéfice a subi une compression en raison des investissements dans les prix de détail à la baisse, particulièrement aux premier et deuxième trimestres de 2008 et au quatrième trimestre de 2007. Les bénéfices nets trimestriels sont aussi fonction du caractère saisonnier des activités de l'entreprise et du calendrier des jours fériés. C'est au quatrième trimestre que cette saisonnalité a le plus d'effet, et au premier trimestre qu'elle en a le moins.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôles et de procédures de communication de l'information visant à donner une assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est rassemblée et présentée à la haute direction en temps opportun pour lui permettre de prendre des décisions appropriées concernant l'information à communiquer.

La direction est aussi responsable de l'établissement et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière visant à donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés à la page 20 du présent rapport.

Rapport de gestion

Au moment de concevoir ces contrôles, il doit être considéré que, en raison de ses limites intrinsèques, un quelconque système de contrôles, aussi bien conçu et exercé qu'il puisse être, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés sont atteints et il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit nécessairement faire appel à son jugement au moment d'évaluer les contrôles et procédures.

La société a évalué s'il y a eu des changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comprise entre le 4 janvier et le 28 mars 2009, qui ont eu ou sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière. Elle a ainsi établi qu'aucun changement n'avait été apporté pendant cette période.

Risques et gestion des risques

Une description détaillée des risques financiers et des risques liés à l'exploitation ainsi que des stratégies de gestion des risques est présentée à la rubrique « Risques et gestion des risques » à la page 18 du rapport de gestion et à la note 26 afférente aux états financiers consolidés, compris dans le rapport annuel 2008 – revue financière de la société. La rubrique qui suit présente une mise à jour de ces risques et stratégies de gestion des risques.

Conjoncture économique La conjoncture économique s'est beaucoup détériorée au Canada et aux États-Unis au cours du dernier semestre de 2008, et la tendance se poursuit en 2009. Ces conditions pourraient avoir une incidence négative sur les activités de la société dans l'avenir, car l'augmentation du taux de chômage, les fluctuations des taux d'intérêt, l'accès restreint au crédit ou les variations du taux d'inflation pourraient influencer sur les dépenses de consommation et contribuer à réduire le chiffre d'affaires et les marges de la société. Les poussées inflationnistes sont imprévisibles, et les fluctuations du taux d'inflation pourraient avoir des conséquences sur les prix à la consommation, ce qui pourrait venir assombrir les résultats. La direction suit de près l'évolution de la conjoncture et son incidence sur les activités de la société, et tient compte de ces facteurs au moment d'arrêter ses décisions d'exploitation à court terme et ses décisions stratégiques à plus long terme.

Normes comptables mises en application en 2009

Écarts d'acquisition et actifs incorporels En novembre 2007, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers » et à la NOC-11, « Entreprises en phase de démarrage », a publié le nouveau chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », (le « chapitre 3064 »), du *Manuel de l'ICCA*, afin de remplacer le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », a retiré le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », et a modifié l'abrégé 27 du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN »), « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », afin qu'il ne s'applique plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Ces modifications fournissent des directives pour la constatation d'actifs incorporels, y compris les actifs générés en interne dans le cadre d'activités de recherche et de développement, ce qui assure le traitement uniforme de tous les actifs incorporels, peu importe s'ils ont été acquis ou générés en interne. La société a mis en application les dispositions en question au premier trimestre de 2009 rétroactivement, avec retraitement des résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le retraitement des résultats de la période correspondante a entraîné une baisse de 48 millions de dollars des autres actifs, une augmentation de 5 millions de dollars des frais de vente et d'administration, une diminution de 6 millions de dollars de l'amortissement, une baisse de 31 millions de dollars des bénéfices non répartis, une diminution de 17 millions de dollars du passif d'impôts futurs et une hausse minimale de la charge d'impôts futurs. Au moment de la mise en application de ces nouvelles exigences, la société a enregistré au bilan consolidé une baisse de 42 millions de dollars des autres actifs, une diminution de 15 millions de dollars du passif d'impôts futurs et une baisse de 27 millions de dollars du solde d'ouverture des bénéfices non répartis en date du 3 janvier 2009.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers Le 20 janvier 2009, le CPN a publié l'abrégé 173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (le « CPN-173 »). Le Comité a convenu que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de ses contreparties devaient être pris en compte dans le calcul de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Selon les dispositions transitoires, l'abrégé doit être appliqué rétrospectivement, sans retraitement des chiffres des périodes précédentes. La société a réévalué les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les instruments dérivés, au début de la période de mise en application, soit le 4 janvier 2009, afin de tenir compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de ses contreparties. Au moment de l'adoption de cet abrégé, la société a comptabilisé dans son bilan consolidé une baisse de 12 millions de dollars des autres actifs, une diminution de 4 millions de dollars des autres passifs, une diminution, déduction faite des impôts, de 2 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat étendu et une baisse de 6 millions de dollars des bénéfices non répartis.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Le Conseil des normes comptables du Canada exigera de toutes les sociétés ouvertes qu'elles adoptent les IFRS pour dresser leurs états financiers intermédiaires et annuels portant sur les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le passage des PCGR du Canada aux IFRS aura lieu pour la société au premier trimestre de 2011, moment où la société présentera l'information financière de la période écoulée et de la période correspondante conformément aux IFRS.

Pour garantir la mise en œuvre correcte et en temps opportun des IFRS, la société a mis sur pied une structure de gestion du projet qui comprend une équipe consacrée aux IFRS dirigée par le chef de la direction financière. Cette équipe est composée de ressources affectées uniquement à cette fin et peut faire appel à des conseillers et à d'autres employés au besoin. Elle présente périodiquement des rapports à un comité de direction, composé de membres de la haute direction, et au comité de vérification.

La société a élaboré un plan de passage aux IFRS en trois grandes étapes :

Première étape : Évaluation diagnostique Cette étape consistait en une évaluation de haut niveau qui a servi à cerner les principaux domaines où les différences comptables entre les PCGR du Canada et les IFRS risquent de toucher la société. L'évaluation diagnostique a été effectuée en entier en 2008, et à chaque différence comptable relevée a été assigné un degré de priorité « élevée », « moyenne » ou « basse » en vue d'une analyse plus approfondie.

Deuxième étape : Évaluation détaillée Cette étape consistait en une analyse exhaustive des différences entre les conventions comptables actuelles de la société et les IFRS, y compris un examen de ces différences en collaboration avec les divers groupes financiers et les responsables des processus administratifs visant à améliorer la compréhension des différences et de leur incidence. L'évaluation détaillée a été conclue en avril 2009 et a permis de dresser la liste des modifications éventuelles qu'il pourrait convenir d'apporter aux conventions comptables existantes, aux processus administratifs et aux systèmes d'information.

Troisième étape : Mise en œuvre Cette dernière étape comprend deux volets : la conception de la mise en œuvre et la transition.

L'étape de la conception de la mise en œuvre est actuellement en cours. Elle consiste en l'analyse des choix comptables offerts dans les IFRS, notamment certaines exceptions et certains choix propres à la phase de transition. De plus, c'est au cours de cette étape que la conception et la mise au point des modifications qu'il est nécessaire d'apporter aux processus administratifs et aux systèmes d'information seront effectuées.

L'étape de transition comportera l'approbation définitive des conventions comptables retenues, y compris les choix transitoires, ainsi que la modification des processus administratifs et des systèmes d'information et la formation du personnel affecté aux finances, à l'exploitation et à d'autres services. Cette phase impliquera la compilation des ajustements transitoires liés aux IFRS, le cas échéant, de même que l'établissement des états financiers conformes aux IFRS comprenant les rapprochements avec les PCGR du Canada requis.

Le calendrier d'activités du Conseil des normes comptables internationales prévoit encore l'exécution de plusieurs projets en 2010 et en 2011 qui pourraient avoir des répercussions sur les différences entre les PCGR du Canada et les IFRS ainsi que sur leur incidence sur les états financiers des exercices ultérieurs de la société. À l'heure actuelle, la société n'est pas en mesure de quantifier l'incidence de l'adoption future des IFRS sur ses états financiers ni sur les mesures du rendement de son exploitation.

Perspectives¹⁾

La société continue de mettre l'accent sur la constance au chapitre de l'exécution, tout en entreprenant d'audacieux programmes d'infrastructure et de rénovation des magasins. Elle demeure prudente et prête à affronter les défis que lui réserve l'année 2009, car l'inflation pourrait ralentir alors que le contexte économique demeure instable.

1) À lire parallèlement avec les « Énoncés prospectifs » figurant à la page 3.

Information supplémentaire

L'information supplémentaire sur la société a été transmise par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), et elle peut être consultée en ligne à l'adresse www.sedar.com et auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque *le Choix du Président*, filiale de la société.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le BAIIA et la marge du BAIIA, la dette nette, la dette nette sur les capitaux propres et le rendement de l'actif net sur une base annuelle. Jusqu'à tout récemment, la société avait recours aux flux de trésorerie disponibles et au rendement sur l'actif total moyen comme mesures financières non conformes aux PCGR. La direction est d'avis que le rendement de l'actif net sur une base annuelle est une mesure plus complète du rendement des actifs productifs. La société estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer le rendement financier et la situation financière de la société, pour les raisons décrites ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR du Canada et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme des mesures remplaçant d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR du Canada.

BAIIA et marge du BAIIA Le tableau qui suit rapproche le bénéfice avant la participation sans contrôle, les impôts sur le bénéfice, les intérêts débiteurs et l'amortissement (« BAIIA ») et le bénéfice d'exploitation, lequel est rapproché des mesures du bénéfice net conformes aux PCGR du Canada présentées dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats pour les périodes de 12 semaines terminées le 28 mars 2009 et le 22 mars 2008. La direction utilise le BAIIA pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

La marge du BAIIA représente le BAIIA divisé par le chiffre d'affaires.

(en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)
Bénéfice net	109 \$	63 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Participation sans contrôle	(5)	(1)
Impôts sur le bénéfice	61	36
Intérêts débiteurs et autres frais de financement	61	58
Bénéfice d'exploitation	226	156
Ajouter l'incidence des éléments suivants :		
Amortissement	132	130
BAIIA	358 \$	286 \$

Dette nette Le tableau ci-dessous rapproche la dette nette utilisée dans le calcul du ratio de la dette nette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR du Canada présentées à la fin des périodes indiquées. Au cours du premier trimestre de 2009, la société a modifié sa définition de la dette nette de manière à ce que celle-ci comprenne la juste valeur des actifs et des passifs dérivés financiers, étant donné que la société est d'avis que cette mesure devrait rendre compte de tous les arrangements financiers portant intérêt.

La société calcule sa dette nette comme étant la somme de la dette à long terme, de la dette à court terme et de la juste valeur des passifs dérivés financiers, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les dépôts de garantie et la juste valeur des actifs dérivés financiers. Elle estime que cette mesure est utile pour évaluer le niveau d'endettement.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

(en millions de dollars)	Au 28 mars 2009	Au 22 mars 2008	Au 3 janvier 2009	Au 29 décembre 2007
Dette bancaire	77 \$	97 \$	52 \$	3 \$
Dette à court terme	574	736	190	418
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	39	560	165	432
Dette à long terme	4 079	3 733	4 070	3 852
Juste valeur des passifs (actifs) dérivés financiers	46	(87)	6	(159)
	4 815	5 039	4 483	4 546
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	438	574	528	430
Placements à court terme	319	57	225	225
Dépôts de garantie	472	345	437	322
Dette nette	3 586 \$	4 063 \$	3 293 \$	3 569 \$

Les actions privilégiées de deuxième rang sont classées parmi les titres de participation et elles sont exclues du calcul de la dette nette, car la société peut convertir à son gré les actions privilégiées de deuxième rang en actions ordinaires. La juste valeur des instruments financiers dérivés n'est pas ajustée en fonction des valeurs du crédit, conformément au CPN-173. Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Actif net Le tableau ci-dessous rapproche l'actif net utilisé dans le calcul du rendement de l'actif net sur une base annuelle et les mesures conformes aux PCGR du Canada présentées à la fin des périodes indiquées. Jusqu'à tout récemment, la société avait recours au rendement de l'actif net total moyen comme mesure financière non conforme aux PCGR. La direction est d'avis que le rendement de l'actif net sur une base annuelle est une mesure plus complète du rendement des actifs productifs.

L'actif net correspond au total de l'actif moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les dépôts de garantie et les créditeurs et charges à payer. Le rendement de l'actif net moyen sur une base annuelle s'entend du bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres, divisé par l'actif net moyen.

(en millions de dollars)	Au 28 mars 2009	Au 22 mars 2008 (retraité ¹⁾)	Au 3 janvier 2009 (retraité ¹⁾)
Total de l'actif établi conformément aux PCGR du Canada	13 814 \$	13 488 \$	13 943 \$
Moins: Trésorerie et équivalents de trésorerie	438	574	528
Placements à court terme	319	57	225
Dépôts de garantie	472	345	437
Créditeurs et charges à payer	2 370	2 350	2 823
Actif net	10 215 \$	10 162 \$	9 930 \$

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des résultats

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 28 mars 2009 et le 22 mars 2008

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)
Chiffre d'affaires	6 718 \$	6 527 \$
Coût des stocks de marchandises vendues (note 9)	5 104	5 037
Bénéfice brut	1 614	1 490
Charges d'exploitation		
Frais de vente et d'administration	1 256	1 204
Amortissement	132	130
	1 388	1 334
Bénéfice d'exploitation	226	156
Intérêts débiteurs et autres frais de financement (note 3)	61	58
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice et la participation sans contrôle	165	98
Impôts sur le bénéfice (note 4)	61	36
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	104	62
Participation sans contrôle	(5)	(1)
Bénéfice net	109 \$	63 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 5)		
De base et dilué	0,40 \$	0,23 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés de la variation des capitaux propres

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 28 mars 2009 et le 22 mars 2008

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2009 (12 semaines – retraité ¹⁾)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)
Capital-actions ordinaire au début et à la fin de la période	1 196 \$	1 196 \$
Bénéfices non répartis au début de la période	4 577 \$	4 289 \$
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (note 2)	(6)	(32)
Bénéfice net	109	63
Dividendes déclarés par action ordinaire – 21 ¢ (21¢ en 2008)	(58)	(58)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	4 622 \$	4 262 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	30 \$	19 \$
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (note 2)	(2)	–
Autres éléments du résultat étendu	(5)	(1)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période (note 14)	23 \$	18 \$
Total des capitaux propres	5 841 \$	5 476 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés du résultat étendu

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 28 mars 2009 et le 22 mars 2008

(en millions de dollars)

	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)
Bénéfice net	109 \$	63 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice		
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente	7	9
Reclassement dans le bénéfice net (du gain net) de la perte nette sur les actifs financiers disponibles à la vente	(14)	12
	(7)	21
Perte nette sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(3)	(9)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte nette (du gain net) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	5	(13)
	2	(22)
Autres éléments du résultat étendu	(5)	(1)
Total du résultat étendu	104 \$	62 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Bilans consolidés

(en millions de dollars)	Au 28 mars 2009 (non vérifié)	Au 22 mars 2008 (retraité ¹⁾) (non vérifié)	Au 3 janvier 2009 (retraité ¹⁾) (vérifié)
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	438 \$	574 \$	528 \$
Placements à court terme	319	57	225
Débiteurs (notes 7 et 8)	620	840	867
Stocks (notes 2 et 9)	2 242	1 912	2 188
Impôts sur le bénéfice	78	172	40
Impôts futurs	34	58	41
Charges payées d'avance et autres actifs	64	34	71
Total de l'actif à court terme	3 795	3 647	3 960
Immobilisations	8 051	7 943	8 045
Écarts d'acquisition	807	807	807
Autres actifs	1 161	1 091	1 131
Total de l'actif	13 814 \$	13 488 \$	13 943 \$
Passif			
Passif à court terme			
Dette bancaire	77 \$	97 \$	52 \$
Dette à court terme (note 11)	574	736	190
Créditeurs et charges à payer	2 370	2 350	2 823
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	39	560	165
Total du passif à court terme	3 060	3 743	3 230
Dette à long terme	4 079	3 733	4 070
Impôts futurs	148	154	156
Autres passifs	452	368	445
Titres de participation	219	-	219
Participation sans contrôle	15	14	20
Total du passif	7 973	8 012	8 140
Capitaux propres			
Capital-actions ordinaire	1 196	1 196	1 196
Bénéfices non répartis	4 622	4 262	4 577
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 14)	23	18	30
Total des capitaux propres	5 841	5 476	5 803
Total du passif et des capitaux propres	13 814 \$	13 488 \$	13 943 \$

Éventualités, engagements et garanties (note 16)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 28 mars 2009 et le 22 mars 2008

(en millions de dollars)

	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	104 \$	62 \$
Amortissement	132	130
Impôts futurs	6	(9)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	(584)	(532)
Autres	(14)	22
Sorties nettes liées aux activités d'exploitation	(356)	(327)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(123)	(113)
Placements à court terme	(89)	189
Produit tiré de la vente d'immobilisations	5	10
Créances sur cartes de crédit, après titrisation (note 7)	229	74
Placements dans des franchises et autres créances	(17)	(18)
Autres	(35)	(36)
(Sorties) rentrées nettes liées aux activités d'investissement	(30)	106
Activités de financement		
Dettes bancaires	25	94
Dettes à court terme (note 11)	384	318
Dettes à long terme		
- Émise	8	5
- Remboursée (note 12)	(135)	(13)
Dividendes	-	(58)
Rentrées nettes liées aux activités de financement	282	346
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	14	19
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(90)	144
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	528	430
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	438 \$	574 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

1) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

Note 1. Sommaire des principales conventions comptables

Règles de présentation Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Ces états financiers ont été dressés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles qui ont été employées dans l'établissement des états financiers consolidés annuels vérifiés pour l'exercice terminé le 3 janvier 2009 compris dans le rapport annuel – revue financière (le « rapport annuel 2008 »), à l'exception de ce qui est indiqué à la note 2. Conformément aux PCGR du Canada, des informations additionnelles sont requises dans les états financiers annuels; les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent donc être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés et des notes y afférentes figurant dans le rapport annuel 2008 de Les Compagnies Loblaw limitée.

Règles de consolidation Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée et ceux de ses filiales, collectivement appelées la « société » ou « Loblaw ». La participation de la société dans le capital-actions avec droit de vote des filiales est de 100 %.

La société consolide également les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), conformément à la note d'orientation concernant la comptabilité 15, « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities) », (« NOC-15 »), de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), sur lesquelles le contrôle de Loblaw s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote. Aux termes de la NOC-15, s'entend d'une entité à détenteurs de droits variables une entité dont les capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné, soit une entité dont les détenteurs de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. La NOC-15 exige que le principal bénéficiaire consolide les EDDV et considère qu'une entité en est le principal bénéficiaire si elle détient des droits variables qui l'amènent à assumer la majorité des pertes prévues de l'EDDV ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV, ou les deux.

Stocks Les stocks de marchandise sont inscrits au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les coûts comprennent les coûts d'achat, déduction faite des remises de fournisseurs, et d'autres coûts comme les frais de transport et les pertes, qui sont engagés directement pour acheminer les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Estimations et hypothèses L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée de la direction, sur les connaissances que celle-ci possède des événements et de la conjoncture en cours ainsi que sur les activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, aux écarts d'acquisition, aux impôts sur le bénéfice, à la taxe sur les produits et services et aux taxes de vente provinciales ainsi qu'à la dépréciation d'immobilisations et aux avantages sociaux futurs, reposent sur des jugements subjectifs ou complexes à l'égard de questions pouvant être incertaines, et tout changement dans ces estimations pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés. L'illiquidité des marchés du crédit, la volatilité des titres de participation, les devises, les marchés de l'énergie et le déclin des dépenses à la consommation ont tous contribué à l'accroissement de l'incertitude liée à ces estimations et hypothèses. Puisque les événements futurs et leurs répercussions ne peuvent être déterminés avec précision, les résultats réels pourraient largement différer de ces estimations. La révision de ces estimations entraînée par une conjoncture fluctuante sera reflétée dans les états financiers des périodes à venir.

Note 2. Mise en application de nouvelles normes comptables

Normes comptables mises en application en 2009

Écarts d'acquisition et actifs incorporels En novembre 2007, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers » et à la NOC-11, « Entreprises en phase de démarrage », a publié le nouveau chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », (le « chapitre 3064 »), du *Manuel de l'ICCA*, afin de remplacer le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », a retiré le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement », et a modifié l'abrégé 27 du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN »), « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », afin qu'il ne s'applique plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Ces modifications fournissent des directives pour la constatation d'actifs incorporels, y compris les actifs générés en interne dans le cadre d'activités de recherche et de développement, ce qui assure le traitement uniforme de tous les actifs incorporels, peu importe s'ils ont été acquis ou générés en interne. La société a mis en application les dispositions en question au premier trimestre de 2009 rétroactivement, avec retraitement des résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le retraitement des résultats de la période correspondante a entraîné une baisse de 48 \$ des autres actifs, une augmentation de 5 \$ des frais de vente et d'administration, une diminution de 6 \$ de l'amortissement, une baisse de 31 \$ des bénéfices non répartis, une diminution de 17 \$ du passif d'impôts futurs et une hausse minimale de la charge d'impôts futurs. Au moment de la mise en application de ces nouvelles exigences, la société a enregistré au bilan consolidé une baisse de 42 \$ des autres actifs, une diminution de 15 \$ du passif d'impôts futurs et une baisse de 27 \$ du solde d'ouverture des bénéfices non répartis en date du 3 janvier 2009.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers Le 20 janvier 2009, le CPN a publié l'abrégé 173, « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (le « CPN-173 »). Le Comité a convenu que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de ses contreparties devaient être pris en compte dans le calcul de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Selon les dispositions transitoires, l'abrégé doit être appliqué rétrospectivement, sans retraitement des chiffres des périodes précédentes. La société a réévalué les actifs financiers et les passifs financiers, y compris les instruments dérivés, au début de la période de mise en application, soit le 4 janvier 2009, afin de tenir compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de ses contreparties. Au moment de l'adoption de cet abrégé, la société a comptabilisé dans son bilan consolidé une baisse de 12 \$ des autres actifs, une diminution de 4 \$ des autres passifs, une diminution, déduction faite des impôts, de 2 \$ du cumul des autres éléments du résultat étendu et une baisse de 6 \$ des bénéfices non répartis.

Normes comptables mises en application en 2008

Informations à fournir concernant le capital et instruments financiers – informations à fournir et présentation En décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables, soit le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ». L'adoption de ces chapitres n'a eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la société.

Stocks Le 1^{er} janvier 2008, la société a adopté le chapitre 3031, « Stocks », (le « chapitre 3031 ») qui a été publié par l'ICCA en juin 2007 et a remplacé le chapitre 3030 portant le même intitulé. Les ajustements transitoires qui ont découlé de la mise en application du chapitre 3031 sont constatés dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour 2008. Au moment de la mise en application de ces exigences, la société a comptabilisé dans son bilan consolidé une baisse de 65 \$ du solde d'ouverture des stocks, une hausse de 24 \$ des impôts à recouvrer et une baisse de 41 \$ du solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 30 décembre 2007, en raison principalement de l'application d'une formule de coûts identique à tous les stocks de nature et d'usage semblables pour la société.

Il y a lieu de se reporter à la note 2 du rapport annuel 2008 pour obtenir de plus amples renseignements.

Note 3. Intérêts débiteurs et autres frais de financement

(en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines)
Intérêts sur la dette à long terme	63 \$	66 \$
Intérêts débiteurs (créditeurs) sur les instruments financiers dérivés	1	(1)
Intérêts débiteurs nets à court terme	-	1
Intérêts créditeurs sur les dépôts de garantie	(1)	(3)
Dividendes sur les titres de participation	3	-
Montant capitalisé au titre des immobilisations	(5)	(5)
Intérêts débiteurs	61 \$	58 \$

Au cours du premier trimestre de 2009, des intérêts débiteurs nets de 59 \$ (61 \$ en 2008) ont été comptabilisés à l'égard des actifs et passifs financiers non classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Le montant des intérêts et des dividendes versés sur les titres de participation au premier trimestre de 2009 s'est élevé à 84 \$ (103 \$ en 2008), et le montant des intérêts reçus s'est élevé à 21 \$ (45 \$ en 2008).

Note 4. Impôts sur le bénéfice

Le taux d'imposition effectif pour le premier trimestre de 2009 s'est établi à 37,0 % comparativement à 36,7 % au premier trimestre de 2008. Cette augmentation tient principalement à la diminution des impôts à payer relativement à certaines questions fiscales, facteur neutralisé en partie par la variation de la proportion du bénéfice imposable gagné dans des territoires fiscaux où le taux d'imposition est différent ainsi qu'à l'incidence fiscale des autres montants non déductibles ou non imposables, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la diminution de la charge d'impôts pour l'exercice relativement à certaines questions fiscales se rapportant à l'exercice précédent.

Le montant net des impôts sur le bénéfice payés au cours du premier trimestre s'est établi à 100 \$ (84 \$ en 2008).

Note 5. Bénéfice net de base par action ordinaire et bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars, sauf indication contraire)

(en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines – retraité ¹⁾)
Bénéfice net (en millions de dollars)	109 \$	63 \$
Dividendes sur les titres de participation (en millions de dollars)	3	-
Bénéfice net aux fins du bénéfice dilué par action (en millions de dollars)	112	63
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,2	274,2
Effet dilutif des titres de participation (en millions)	7,6	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation dilué (en millions)	281,8	274,2
Bénéfice net de base par action ordinaire et bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,40 \$	0,23 \$

Les options sur actions en cours dont le prix d'exercice était supérieur au cours des actions ordinaires de la société à la fin du premier trimestre n'ont pas été prises en compte dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire. En conséquence, pour le premier trimestre de 2009, 4 581 412 options sur actions (9 572 128 en 2008) assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 52,69 \$ l'action ordinaire (44,19 \$ en 2008) ont été exclues du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire.

Note 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau suivant présente les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 28 mars 2009, au 22 mars 2008 et au 3 janvier 2009.

	Au 28 mars 2009	Au 22 mars 2008	Au 3 janvier 2009
Trésorerie	38 \$	48 \$	42 \$
Équivalents de trésorerie – placements à court terme échéant dans un délai d'au plus 90 jours :			
Dépôts à terme bancaires	-	171	-
Bons du Trésor	156	118	219
Titres de créance du gouvernement	82	91	58
Papier commercial de sociétés	162	146	209
Trésorerie et équivalents de trésorerie	438 \$	574 \$	528 \$

Au cours du premier trimestre de 2009, la société a constaté un gain de change non réalisé de 29 \$ (33 \$ en 2008) par suite de la conversion de sa trésorerie, de ses équivalents de trésorerie, de ses placements à court terme et de ses dépôts de garantie libellés en dollars américains et inscrits dans les autres actifs. Une tranche de 14 \$ de cet actif (19 \$ en 2008) a trait à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie. Le gain découlant de la conversion de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie qui sont inclus dans les autres actifs est en partie compensé par la constatation dans le bénéfice d'exploitation et les autres éléments du résultat étendu d'une perte de change non réalisée sur les swaps de devises.

Note 7. Débiteurs

De temps à autre, la Banque *le Choix du Président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, titrise des créances sur cartes de crédit, par la vente d'une partie des droits dans ces créances à des fiducies indépendantes. Une tranche des créances titrisées est comprise dans la facilité liée aux fiducies indépendantes, d'une durée de 364 jours, et renouvelable annuellement. Si les modalités de cette facilité ne sont pas renouvelées, les montants recouverts seront accumulés avant la date d'échéance, et le montant de cette tranche des créances titrisées sera remboursé aux fiducies. Le recours des fiducies indépendantes à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC et est de plus soutenu par la société par une lettre de garantie correspondant à un montant de 116 \$ (89 \$ en 2008) d'une tranche du montant titrisé. Les autres débiteurs se composent essentiellement de créances de franchisés indépendants, de magasins associés et de comptes indépendants.

(en millions de dollars)	Au 28 mars 2009	Au 22 mars 2008	Au 3 janvier 2009
Créances sur cartes de crédit	1 974 \$	1 947 \$	2 206 \$
Montant titrisé	(1 775)	(1 475)	(1 775)
Créances sur cartes de crédit, montant net	199	472	431
Autres débiteurs	421	368	436
Débiteurs	620 \$	840 \$	867 \$

Les créances sur cartes de crédit qui étaient en souffrance au 28 mars 2009, d'un montant de 6 \$ (11 \$ en 2008), ne sont pas classées comme douteuses étant donné qu'elles sont en souffrance depuis moins de 90 jours et que la plupart de ces créances devraient vraisemblablement être réglées. Tout solde sur créances sur cartes de crédit en souffrance depuis 180 jours ou dont le recouvrement est considéré comme douteux est radié. La concentration du risque de crédit pour ce qui est des débiteurs est limitée étant donné la diversité de la clientèle de la société. Le risque de crédit sur les créances sur cartes de crédit est géré de la manière décrite à la note 26 du rapport annuel 2008 de la société. Les autres débiteurs qui sont en souffrance mais non encore douteux totalisaient 61 \$ (64 \$ en 2008) au 28 mars 2009.

Note 8. Provisions pour créances

La société maintient la provision pour créances sur cartes de crédit comptabilisée dans les bilans consolidés à un niveau qu'elle juge approprié pour absorber les pertes sur créances sur cartes de crédit. La provision pour perte sur créances sur cartes de crédit est inscrite dans les débiteurs, aux bilans consolidés. La provision pour créances des franchisés indépendants est inscrite aux bilans consolidés, dans les créditeurs et charges à payer. La provision pour les autres créances des magasins associés et des comptes indépendants est inscrite aux bilans consolidés, dans les débiteurs. Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour pertes de la société.

Créances sur cartes de crédit

	12 semaines terminées le	12 semaines terminées le	53 semaines terminées le
(en millions de dollars)	28 mars 2009	22 mars 2008	3 janvier 2009
Provision au début de la période	(15) \$	(13) \$	(13) \$
Provision pour pertes	(3)	(2)	(35)
Recouvrements	(1)	(2)	(14)
Radiations	4	4	47
Provision à la fin de la période	(15) \$	(13) \$	(15) \$

Autres débiteurs

	12 semaines terminées le	12 semaines terminées le	53 semaines terminées le
(en millions de dollars)	28 mars 2009	22 mars 2008	3 janvier 2009
Provision au début de la période	(24) \$	(35) \$	(35) \$
Provision pour pertes	(29)	(8)	(81)
Radiations	16	12	92
Provision à la fin de la période	(37) \$	(31) \$	(24) \$

Note 9. Stocks

La société a comptabilisé une charge de 11 \$ (11 \$ en 2008) correspondant à la dévaluation des stocks comptabilisés au 28 mars 2009, afin de les ramener à la valeur de réalisation nette.

Note 10. Avantages sociaux futurs

Le total du coût net des régimes d'avantages sociaux de la société comptabilisé dans le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 44 \$ (39 \$ en 2008) pour le premier trimestre. Le total du coût net des régimes d'avantages sociaux comprend les coûts au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des autres régimes d'avantages sociaux, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite interentreprises de la société.

Note 11. Dette à court terme

Tel qu'il est indiqué à la note 15 du rapport annuel de 2008, la facilité de crédit engagée de 5 ans d'un montant de 800 \$ de la société, consentie par un consortium bancaire, contient certaines clauses restrictives financières. L'intérêt est fondé sur un taux variable, soit essentiellement le taux des acceptations bancaires majoré d'un pourcentage fondé sur la cote de solvabilité de la société. Au 28 mars 2009, 574 \$ avaient été prélevés sur cette nouvelle facilité de crédit engagée (190 \$ au 3 janvier 2009; 728 \$ au 22 mars 2008).

Note 12. Dette à long terme

Au cours du premier trimestre de 2009, le billet à moyen terme à 5,75 % de 125 \$ est arrivé à échéance le 22 janvier 2009 et a été remboursé.

Au 28 mars 2009, un montant de 370 \$ (300 \$ US) au titre des billets à taux fixe a été inscrit dans la dette à long terme au bilan consolidé. De plus amples renseignements relatifs aux conventions de la société en matière de gestion de la dette et du risque de change se trouvent aux notes 1 et 26 du rapport annuel 2008 de la société.

Note 13. Capital-actions (en dollars)

Au cours du premier trimestre de 2009, le Conseil d'administration a déclaré des dividendes de 0,21 \$ sur les actions ordinaires (0,21 \$ en 2008) et de 0,37 \$ sur les actions privilégiées de deuxième rang. Aux fins de la présentation dans les états financiers, le dividende de 3 millions de dollars sur les actions privilégiées de deuxième rang constitue une composante des intérêts débiteurs et autres frais de financement figurant à l'état consolidé des résultats (se reporter à la note 3).

Après la fin du premier trimestre de 2009, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'acquisition à la Bourse de Toronto, ou la conclusion de dérivés sur actions en vue de l'acquisition, d'un nombre maximal de 13 708 678 actions ordinaires de la société, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation. Conformément aux lois et règlements de la Bourse de Toronto, Loblaw peut racheter ses actions à un prix égal à leur cours au moment de l'acquisition. La société n'a racheté aucune action dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours du premier trimestre de 2009 ni au cours de l'exercice 2008.

Note 14. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit donne de plus amples détails concernant le cumul des autres éléments du résultat étendu pour les périodes de 12 semaines terminées le 28 mars 2009 et le 22 mars 2008.

(en millions de dollars)	12 semaines terminées les					
	28 mars 2009			22 mars 2008		
	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Total	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Total
Solde au début de la période	14 \$	16 \$	30 \$	22 \$	(3) \$	19 \$
Effet cumulatif de la mise en application des nouvelles normes comptables [déduction faite des impôts sur le bénéfice recouverts de 1 \$ (néant en 2008)] (se reporter à la note 2)	(2)	-	(2)	-	-	-
Gain net non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente [déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant (néant en 2008)]	-	7	7	-	9	9
Reclassement d'une perte (d'un gain) sur les actifs financiers disponibles à la vente [déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant (néant en 2008)]	-	(14)	(14)	-	12	12
Perte nette sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie [déduction faite des impôts sur le bénéfice de 1 \$ (néant en 2008)]	(3)	-	(3)	(9)	-	(9)
Reclassement d'une perte (d'un gain) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie [déduction faite des impôts sur le bénéfice de 3 \$ (néant en 2008)]	5	-	5	(13)	-	(13)
Solde à la fin de la période	14 \$	9 \$	23 \$	- \$	18 \$	18 \$

Il y a lieu de se reporter à la note 23 du rapport annuel 2008 de la société pour obtenir plus de détails concernant la composition du cumul des autres éléments du résultat étendu pour l'exercice terminé le 3 janvier 2009.

Il est prévu qu'un gain estimatif de 11 \$ (7 \$ en 2008) sur les swaps de taux d'intérêt sera reclassé dans le bénéfice net au cours des 12 prochains mois. Le solde des swaps de taux d'intérêt sera reclassé dans le bénéfice net sur une période maximale de trois ans. Une perte de 5 \$ (8 \$ en 2008) sur les swaps de devises sera reclassée dans le bénéfice net au cours des 12 prochains mois, mais ce montant sera contrebalancé en partie par le gain sur les actifs disponibles à la vente. Le solde des swaps de devises sera reclassé dans le bénéfice net sur une période maximale de cinq ans.

Note 15. Rémunération à base d'actions (en dollars, sauf indication contraire)

Le coût de rémunération de la société constaté dans le bénéfice d'exploitation relativement à son régime d'options sur actions de même qu'aux contrats à terme de capitaux propres connexes et au régime d'unités d'actions restreintes se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	2009 (12 semaines)	2008 (12 semaines)
Produits découlant du régime d'options sur actions	(1) \$	– \$
Perte découlant des contrats à terme de capitaux propres	19	25
Charge découlant du régime d'unités d'actions restreintes	1	–
Coût net de la rémunération à base d'actions	19 \$	25 \$

Régime d'options sur actions Au cours du premier trimestre de 2009, la société a versé un montant minimal au titre de la plus-value d'actions (néant en 2008) à l'exercice de 9 652 options sur actions (néant en 2008). Aux termes de son régime actuel d'options sur actions, qui prévoit le règlement en actions ou le règlement de la plus-value d'actions en espèces, au gré du salarié, la société a attribué 2 640 846 options sur actions (3 303 557 options sur actions en 2008) au prix d'exercice de 30,99 \$ (28,95 \$ en 2008) l'action ordinaire au cours du premier trimestre de 2009. De plus, 324 600 options sur actions (264 185 en 2008) ont été éteintes ou annulées au cours du premier trimestre de 2009.

À la fin du premier trimestre de 2009, la société avait au total 10 199 254 options sur actions en cours (9 572 128 en 2008), représentant environ 3,7 % (3,5 % en 2008) de ses actions ordinaires émises et en circulation, ce qui était conforme à la ligne directrice de 5 % de la société. Le cours des actions ordinaires de la société à la fin du premier trimestre de 2009 s'élevait à 31,12 \$ (28,82 \$ en 2008).

Régime d'unités d'actions restreintes (« UAR ») La société a attribué 425 093 (352 268 en 2008) UAR au cours du premier trimestre de 2009 dans le cadre de son régime actuel d'UAR. De plus, 18 022 (20 163 en 2008) UAR ont été annulés et 182 314 (200 779 en 2008), réglés en espèces pour un montant de 6 millions de dollars (7 millions de dollars en 2008). À la fin du premier trimestre, 1 054 156 (900 013 en 2008) UAR étaient en cours.

Note 16. Éventualités, engagements et garanties

Garanties – Fiducies de financement indépendantes Certains franchisés indépendants de la société obtiennent du financement par l'intermédiaire d'une structure regroupant des fiducies indépendantes, mise sur pied pour consentir des prêts aux franchisés indépendants afin qu'ils puissent acheter plus facilement des stocks et des immobilisations, principalement des équipements et du matériel. Ces fiducies sont administrées par une grande banque à charte canadienne.

Le montant brut du capital des prêts aux franchisés indépendants de la société en cours au 28 mars 2009 était de 383 \$ (402 \$ en 2008), y compris 153 \$ (165 \$ en 2008) de prêts exigibles des EDDV consolidées par la société. La société a convenu d'accorder, d'après une formule, des améliorations des modalités de crédit, sous forme d'une lettre de garantie en faveur de la fiducie de financement indépendante correspondant à environ 15 % (10 % en 2008) du montant total du capital des prêts en cours, quel que soit le moment, soit 66 \$ au 28 mars 2009 (44 \$ en 2008). Aucun montant n'a été tiré sur la lettre de garantie.

La société a renouvelé la facilité de crédit engagée de 475 millions de dollars et d'une durée de 364 jours pour le financement des fiducies indépendantes après la fin du premier trimestre de 2009. La nouvelle structure de financement devra être examinée plus en détail pour qu'en soit mesurée l'incidence sur la consolidation des EDDV.

Poursuites En 2008, les fiduciaires d'un régime de retraite interentreprises auquel les salariés de la société et ceux des franchisés indépendants participent ont été les défendeurs dans une poursuite intentée par la Commission des services financiers de l'Ontario, où il y est allégué que les fiduciaires ont contrevenu à certaines dispositions de la *Loi sur les régimes de retraite* (Ontario) dans leur gestion des fonds du régime. L'un des fiduciaires, un membre de la direction de Loblaw, est en droit de recevoir une indemnisation de la part de la société.

La société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites et réclamations demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information à sa disposition à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites et réclamations auront une incidence importante, de façon individuelle ou collective, sur ses activités.

Tableau de la couverture par le bénéfice aux fins des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

Le tableau qui suit présente le ratio de la couverture par le bénéfice mis à jour de la société pour la période de 53 semaines terminée le 28 mars 2009 relativement au prospectus préalable de base simplifié de la société daté du 5 juin 2008.

Couverture par le bénéfice des obligations au titre de la dette à long terme et des titres de participation ¹⁾	3,91 fois
---	-----------

Le ratio de couverture par le bénéfice au titre de la dette à long terme (y compris la tranche à moins de un an) et des titres de participation correspond au bénéfice net²⁾ avant les intérêts sur la dette à long terme, les dividendes sur les titres de participation, les impôts sur le bénéfice et la participation sans contrôle, divisé par les intérêts sur la dette à long terme et les dividendes sur les titres de participation, tel qu'il est indiqué dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de la société pour la période à l'étude.

1) Les actions privilégiées sont classées dans les titres de participation et elles sont incluses dans les passifs aux bilans consolidés.

2) Ajusté pour tenir compte des modifications de conventions comptables décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société au 28 mars 2009.

Profil de la société

Filiale de George Weston limitée, Les Compagnies Loblaw limitée est le plus grand détaillant en alimentation au Canada et l'un des plus importants distributeurs de marchandise générale, de produits pharmaceutiques, ainsi que de produits et services financiers. Loblaw demeure l'un des plus importants employeurs du secteur privé au Canada, comptant plus de 139 000 employés à temps plein et à temps partiel travaillant dans ses quelque 1 000 magasins détenus par la société, affiliés et franchisés partout au pays. Par l'entremise de ses multiples bannières, Loblaw s'engage à offrir à sa clientèle une expérience de magasinage qui rencontre à la fois ses besoins alimentaires et ceux quotidiens de la maisonnée. Loblaw est reconnue pour la qualité, l'aspect novateur et le rapport qualité/prix de son offre alimentaire. La société possède également l'un des plus solides programmes de marques contrôlées du Canada, comprenant les marques le *Choix du Président*^{MD}, *sans nom*^{MD} et *Joe Style frais*^{MD}. Elle offre aussi les Services financiers le *Choix du Président* ainsi que le programme de fidélité des Points *PC*.

La stratégie de Loblaw porte sur trois axes fondamentaux : simplifier, innover et croître. L'entreprise s'efforce de mettre les clients au cœur de ses priorités, d'être efficace et de réduire ses coûts, et de faire preuve de souplesse afin d'assurer une croissance à long terme dont bénéficieront ses nombreux intervenants. Loblaw estime qu'un solide bilan est crucial pour atteindre son plein potentiel. Elle est très sélective dans ses acquisitions et ses occasions d'affaires. La société poursuit un programme dynamique de développement de produits pour soutenir son programme de marques contrôlées. Elle veille à ce que sa technologie et sa logistique accroissent l'efficacité de son exploitation.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Inge van den Berg, vice-présidente principale, affaires publiques et relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca.

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et au Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), organisme de réglementation principal de la Banque le *Choix du Président*, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après l'émission de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société.

This report is available in English.

Ce rapport a été imprimé au Canada sur du papier recyclé.

